

*Claude B. Levenson**

CHINE-INDE : L'ENJEU TIBÉTAIN

Dans le flot continu des informations trop brièvement relayées par la presse internationale, quelques-unes, mises bout à bout, forment un ensemble d'une clarté évidente : en décembre 2009, le Danemark se déclare officiellement « opposé à l'indépendance du Tibet » et se fait rappeler à l'ordre par l'un de ses ambassadeurs expert en droit international signalant que cette prise de position contrevient à la Charte des Nations unies (1) ; Pékin tance solennellement New Delhi pour avoir donné le feu vert à une visite pastorale du dalaï-lama en Arunachal Pradesh, à l'extrême nord-est du pays — une région que la Chine considère subitement comme « contestée » entre les deux voisins ; quelques semaines plus tôt, les autorités chinoises avaient déjà protesté avec véhémence contre un déplacement du premier ministre indien Manmohan Singh dans le même État ; plus récemment encore, en janvier dernier, le président américain Barack Obama est bruyamment rappelé à l'ordre après avoir annoncé qu'il rencontrerait le leader tibétain exilé le 10 février à Washington.

N'oublions pas, non plus, la crise franco-chinoise de 2008 (le président français s'était attiré les foudres de Pékin pour s'être entretenu quelques instants avec le dalaï-lama lors d'un voyage en Pologne) ainsi que le geste fort discutable du Foreign Office britannique qui a estimé unilatéralement que le traité de Simla (signé en 1914 entre le représentant du vice-roi des Indes au nom de la Couronne britannique et le XIII^e dalaï-lama) était caduc alors que les Tibétains considèrent ce document comme la preuve de l'indépendance de leur pays à cette époque. On pourrait ajouter les multiples pressions qu'exerce le gouvernement de Pékin sur quiconque ose recevoir le dalaï-lama.

* Journaliste, écrivain et traductrice, Claude B. Levenson porte un intérêt marqué à l'Asie, en particulier aux mondes indien et himalayen. Auteur, entre autres publications, de : *Le Seigneur du Lotus blanc*, Lieu Commun, 1987 ; *Tibet, la question qui dérange*, Albin Michel, 2008 ; *Le Tibet*, PUF-QSJ ?, 2008.

Ou encore la grande campagne de propagande visant à faire accepter la version chinoise de l'histoire tibétaine...

Mais pourquoi la Chine s'acharne-t-elle ainsi sur une personnalité de stature internationale, transformée par ses soins en bouc émissaire ? L'intéressé lui-même en sourit tout en faisant remarquer : « Les autorités chinoises ont fait de moi le plus populaire des dalai-lamas. » Un élément de réponse se trouve sans doute dans les relations, houleuses sous des dehors courtois, qu'entretiennent les deux plus grands pays d'Asie.

Des frontières très contestées

Regain de tension dans l'Himalaya

L'année 2009 aura été marquée par des frictions récurrentes entre les deux voisins, des échanges musclés par presse interposée et parfois même des invectives assez peu diplomatiques. Parallèlement, un renforcement notable de la présence militaire chinoise et l'accélération annoncée de la construction de nouvelles infrastructures terrestres, ferroviaires et aériennes sur le haut plateau tibétain ont poussé les forces armées indiennes à réagir : elles ont reconnu avoir enregistré près de 300 incidents frontaliers « mineurs » dans les montagnes himalayennes, allant d'incursions nocturnes à des menaces plus directes envers les populations de hameaux isolés dans des vallées reculées. Deux événements ont plus particulièrement retenu l'attention de la presse : au Ladakh, à l'ouest de l'arc montagneux, où des soldats chinois ont contraint des villageois à arrêter un chantier routier en cours non loin de la frontière ; et en Arunachal Pradesh, à l'extrême-est de la chaîne, où un déplacement du dalai-lama en novembre a servi de prétexte à une flambée de récriminations chinoises hautement courroucées. Les milieux politiques indiens ont préféré jouer la carte de la discrétion...

La question toujours sensible de la frontière entre les deux pays n'en demeure pas moins posée. Avant l'entrée des troupes chinoises au Tibet en 1949, l'Inde disposait d'une frontière naturelle et historique : la ligne McMahon qui faisait office de démarcation selon les termes du traité de Simla de 1914. En prenant le relais du Raj britannique, l'Inde souveraine et indépendante en avait accepté tacitement les termes, tandis que la Chine se cantonnait dans un silence prudent, préférant garder ses atouts dans la manche. L'occupation chinoise du « toit du

monde » a brutalement changé la donne. Depuis, l'ombre du Tibet ne cesse de planer sur les rapports entre les deux pays soudain devenus limitrophes. Jusqu'en 1949, 75 policiers indiens étaient déployés le long de cette frontière longue de quelque 4 000 kilomètres. Aujourd'hui, se massent de part et d'autre des milliers d'hommes dotés d'un matériel de guerre sophistiqué. Selon certains experts, il suffirait d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres...

À parcourir les tirs croisés de la presse chinoise et indienne au cours des derniers mois, on a pu se demander si les deux pays ne se préparaient pas, en effet, à une épreuve de force. L'annonce par Pékin, en août 2009, de grandes manœuvres militaires pour une durée de deux mois au-delà de l'Himalaya n'a pas manqué d'inquiéter les responsables des forces armées indiennes. Leur réponse ne s'est pas fait attendre : ils ont organisé une série d'exercices plus ou moins secrets et envoyé des renforts substantiels, y compris des avions de combat, dans les régions concernées. Une initiative aussitôt critiquée par les analystes chinois.

À la veille de la reprise des négociations frontalières routinières, à la mi-août, un site officiel chinois a publié un commentaire, signé XinLang Boke, énumérant « quelques suggestions stratégiques pouvant servir au démantèlement de l'Union indienne ». Inutile de préciser que le texte a provoqué un tollé en Inde où, davantage qu'une provocation, il a été ressenti comme une attaque en règle contre les institutions. Le signataire de ces lignes incendiaires s'en prenait autant à la persistance des castes qu'à la « volonté des élites » d'imposer un système fondé sur l'hindouisme. Il n'écartait pas la possibilité de soutenir les multiples mouvements rebelles qui agitent ici ou là la société indienne, qu'ils soient d'obédience maoïste ou ethnique comme au Cachemire ou en Assam. Il envisageait même d'enrôler dans cette aventure le Pakistan, le Népal, le Sri Lanka ou le Bhoutan, afin de venir à bout de ce concurrent taxé d'arrogance et de fourberie. Et de conclure que, de toute manière, « il ne saurait y avoir deux soleils sur le même territoire ».

Certes, cela n'a pas empêché les discussions frontalières de se tenir comme prévu, sans toutefois avancer d'un iota vers une résolution des points litigieux, toujours les mêmes : la validité de la ligne McMahon et le tracé névralgique des contours du Tibet. Dans le même temps, des deux côtés, les responsables politiques multipliaient les propos apaisants afin de ne pas casser l'essor des

échanges économiques, commerciaux et culturels. Ces échanges se sont élevés à environ 52 milliards de dollars en 2008, soit 34 % de plus que l'année précédente, et devraient atteindre 60 milliards en 2010. Les autorités chinoises ont annoncé l'ouverture, en 2010, de quatre nouveaux centres de commerce frontalier entre l'Inde et... le Tibet.

Il en faut cependant davantage pour faire taire les réticences indiennes. Un analyste faisait dernièrement remarquer que, malgré le développement des relations entre les deux pays, la méfiance réciproque tendait à s'accroître. Les responsables indiens n'ont pas oublié qu'en mars 2009 Pékin avait tenté de bloquer un prêt de 2,9 milliards de dollars de la Banque asiatique de développement à New Delhi, sous prétexte qu'une soixantaine de millions devaient être investis dans un projet en Arunachal Pradesh. Le prêt avait finalement été accordé à la mi-juin, au vif mécontentement des représentants chinois. L'apparente retenue officielle des Indiens face à l'acrimonie chinoise pourrait s'expliquer également par la mise en place d'un « téléphone rouge » entre les deux capitales. C'est le président chinois Hu Jintao qui aurait suggéré cette idée au premier ministre indien Manmohan Singh lors d'une entrevue « afin d'éviter que le différend frontalier ne vire à la confrontation militaire ».

De vieilles revendications territoriales

Depuis que la frontière indo-tibétaine s'est transformée en frontière indo-chinoise (en raison de l'occupation du Tibet par Pékin), cette région montagneuse est devenue l'une des plus lourdement militarisées du monde, notamment sur son flanc occidental — là où le Pakistan dispute à l'Inde la souveraineté du Cachemire et où la Chine s'est imposée dans l'Aksai Chin à la suite de la guerre de 1962. En décembre 1959, déjà, New Delhi accusait Pékin de réserver aux prisonniers indiens « bien pis que le traitement auquel ont droit les prisonniers de guerre », et demandait aux autorités chinoises « une action appropriée contre les responsables des traitements inhumains infligés à des prisonniers indiens capturés lors d'une embuscade par des soldats chinois au Ladakh le 21 octobre ». Une fois relâchés, les Indiens avaient publiquement dénoncé leurs conditions d'incarcération et les tortures auxquelles ils avaient été soumis.

Pour B. Chellaney (2), du Centre de recherches politiques de New Delhi, « les politiques d'assimilation forcée au Tibet et au Xinjiang ont commencé après que Mao Tsé-toung eut créé un

couloir terrestre entre ces deux régions rebelles en accaparant l'Aksai Chin — 38 000 km² de territoire indien. Cette région (presque aussi grande que la Suisse) s'est peu à peu retrouvée sous contrôle chinois, d'abord par des empiètements furtifs dès les années 1950, avant que Mao ne consolide et n'étende son emprise en lançant en 1962 une guerre contre l'Inde. L'Aksai Chin est l'unique passage accessible entre le Tibet et le Xinjiang à travers la chaîne des Kunlun ». D'où l'importance de ce coin de terre dont les stratèges indiens contestent toujours l'appropriation par les forces armées chinoises.

C'est apparemment la montée des revendications chinoises sur l'Arunachal Pradesh, à l'autre extrémité de l'arc himalayen indien (un territoire traditionnellement rattaché à l'aire culturelle tibétaine que Pékin considère comme lui revenant « de droit » en tant que « Tibet méridional »), qui semble avoir incité ce haut gradé à tenir publiquement ces propos. En fait, la vallée de Tawang avait été concédée à l'Inde britannique par le traité de Simla, et l'Inde indépendante en avait hérité lors de la décolonisation. Ce territoire excentré, d'abord connu sous le nom d'Agence frontalière du Nord-Est (NEFA), a été rebaptisé Arunachal Pradesh (Pays des Monts de l'aube, ou du soleil à l'aube) en 1972. La même année, il recevait le statut de « Territoire de l'Union » (c'est-à-dire administré par le gouvernement central) avant d'être transformé officiellement en 24^e État de l'Union indienne en 1987. Situé dans le prolongement direct du Tibet et sur la frontière birmane, dans une zone où s'enchevêtrent diverses communautés et d'étroites voies de passage, il revêt une valeur hautement stratégique, d'autant que sa population essentiellement bouddhiste a conservé des liens forts avec les réfugiés tibétains. C'est d'ailleurs par Tawang que le XIV^e dalai-lama et sa suite avaient gagné l'Inde après un départ précipité de Lhassa, dans la confusion du soulèvement populaire antichinois de 1959 : la frontière se trouve à une trentaine de kilomètres, Lhassa à 508, et Pékin à 4 306...

L'ironie de l'Histoire, c'est peut-être qu'aucune des deux puissances montantes du continent asiatique ne semble vouloir être la première à admettre que l'éléphant dans leur magasin de porcelaine commun est précisément le Tibet. À l'heure où la Chine, à l'occasion des festivités du 60^e anniversaire de la fondation de la République populaire, intensifie son offensive visant à persuader tous ses partenaires économiques actuels ou à venir que le Tibet n'est qu'une « affaire intérieure », l'Inde paraît

décidée à continuer de faire cavalier seul... à sa manière. C'est aussi que les responsables indiens actuels peinent à se dégager d'un passé compliqué dont certains ont compris que, s'ils le revisitaient, il leur faudrait examiner de plus près le rôle de leur pays et en particulier de sa figure de proue, Jawaharlal Nehru, dans l'interminable imbroglio lié au statut du Tibet.

Le Tibet, pierre angulaire de la rivalité indo-chinoise

Le poids du passé

En novembre 1950, le gouvernement de Lhasa avait lancé un appel au secours aux Nations unies et à plusieurs gouvernements afin d'attirer leur attention sur l'agression chinoise. Le Salvador s'était fait le porte-parole du Tibet auprès de l'organisation internationale, mais l'Inde préféra prêcher la conciliation, arguant qu'il était possible de régler ce différend hors les murs de la nouvelle institution. Selon certains historiens, le premier ministre indien craignait surtout de voir l'épineuse question du Cachemire surgir sur le devant de la scène internationale. Il estimait, il est vrai, qu'un « peu de socialisme ne ferait pas de mal » pour secouer les structures sociales dépassées du Tibet...

Le vice-premier ministre Sardar Vallabhai Patel ne partageait pas cette position. « Utiliser l'épée contre le peuple tibétain traditionnellement pacifique est injustifié — déclara-t-il à Delhi. Aucun autre pays au monde n'est aussi attaché à la paix que le Tibet. Le gouvernement chinois n'a pas suivi l'avis de l'Inde qui souhaitait régler cette affaire pacifiquement. » Rajendra Prasad, alors président de l'Union, renchérit devant le Parlement : « L'Inde doit nécessairement être concernée par ce qui se passe au Tibet, afin que l'autonomie de ce pays pacifique soit sauvegardée. » Certains reprocheront plus tard à Nehru, alors au faite de sa gloire, d'avoir préféré, dans l'espoir chimérique de forger des relations amicales et durables avec ce nouveau voisin, l'apaisement frileux à la justice.

Le décès prématuré de S. Patel a laissé le champ libre à Nehru, dont le pragmatisme teinté d'un idéalisme parfois quelque peu romantique a déposé une forte empreinte sur l'héritage politique familial. Le leader indien devait admettre plus tard qu'il n'était pas en mesure d'aider les Tibétains lorsqu'il avait signé, en 1954, un accord avec Pékin reconnaissant le Tibet en tant que

« région de Chine ». Des témoins avaient pourtant remarqué une sorte de gêne inhabituelle chez lui face au jeune dalaï-lama lors d'une première rencontre à Delhi en 1955 à l'occasion des célébrations du Buddhajayanti, le 2 500^e anniversaire de la naissance du Bouddha. Il lui avait conseillé la conciliation et la patience, l'encourageant à rentrer dans l'espoir de trouver une solution à l'amiable, alors que la révolte grondait déjà, en particulier dans le Kham et l'Amdo, où la résistance populaire s'étendait.

Bien que le soulèvement de Lhasa, en 1959, semble avoir pris les dirigeants indiens de court, Nehru n'a pas tergiversé pour accorder l'asile au dalaï-lama, sa famille et son entourage, ainsi qu'aux milliers de réfugiés qui n'ont pas tardé à le suivre. Mais au-delà de ce geste humanitaire envers un chef religieux encore jeune, le gouvernement indien s'est toujours gardé de reconnaître l'administration exilée en tant que gouvernement tibétain en exil, ce qui aurait été interprété comme une reconnaissance politique. Il est aussi significatif que les réfugiés, en tout cas les responsables les plus connus, aient été installés dans un lieu de villégiature éloigné des centres administratifs et de décision — comme s'il avait fallu les tenir en marge afin de ne pas provoquer l'ire des autorités chinoises. On leur a offert des terres, des logements, des écoles, des équipements sociaux qui leur ont permis de vivre dans des conditions à peu près décentes. La question tibétaine n'est pas réglée pour autant ; et c'est sans doute là l'essentiel du paradoxe tibétain, qui continue de peser sur les relations entre l'Inde et la Chine.

L'écueil tibétain

Après le bref conflit de 1962 et le retrait des forces chinoises (qui continuent néanmoins d'occuper l'Aksai Chin), les deux voisins ont longtemps été en froid. La glace a été rompue lors d'une mission d'A. B. Vajpayee, alors ministre des Affaires étrangères, en 1979, mais c'est la visite de Rajiv Gandhi en 1988 qui donne le signal d'une reprise plus substantielle. Les protestations récurrentes dans la Région autonome, la loi martiale imposée au Tibet au début de 1989, le massacre de Tiananmen en juin et l'attribution du prix Nobel de la paix au dalaï-lama la même année reportent les échéances : ce n'est qu'en 1996 que New Delhi et Pékin décident de reprendre langue afin d'assurer le calme le long de leur frontière. La tension rebondit deux ans plus

tard avec le premier essai nucléaire indien, motivé par la menace que fait peser la Chine sur la sécurité du pays...

Devenu entre-temps premier ministre, A. B. Vajpayee se rend à nouveau à Pékin en juin 2003 pour tenter de renouer le fil du dialogue. Chinois et Indiens nomment des représentants spéciaux chargés de régler le différend frontalier. Depuis, une douzaine de rounds de négociations ont eu lieu, sans aucun résultat : la question tibétaine reste le principal écueil, même si, pour s'épargner les mauvaises rencontres, les chefs militaires indiens et chinois sont convenus de patrouiller dans les zones litigieuses des jours différents. La visite, en 2005, du premier ministre Wen Jibao à New Delhi a juste permis d'ébaucher un « partenariat stratégique » sur la base de « paramètres politiques et de principes dans l'intérêt des populations concernées ».

En dépit de ces déclarations de bonnes intentions (3), le Tibet et les Tibétains sont toujours présents à l'arrière-plan des discussions. À l'heure où Pékin cherche par tous les moyens à asseoir son influence aussi bien sur le continent asiatique qu'à travers le monde, la résilience tibétaine et la persistance d'un différend — quoi qu'on en dise — par essence politique, contrarient ses ambitions. Les dirigeants chinois ont beau multiplier les attaques directes contre les exilés, à commencer par leur leader spirituel, et accentuer les pressions sur tous leurs interlocuteurs dans l'espoir de les rallier à leur point de vue, les autorités indiennes gardent le cap. Elles veillent à ce qu'il ne se produise pas « d'activités antichinoises sur le sol indien », tout en laissant les réfugiés à peu près libres de leurs mouvements dans le pays.

Certains commentateurs n'hésitent pas à sous-entendre que Pékin ne verrait pas d'un mauvais œil un ralentissement, voire un arrêt total des activités de l'administration tibétaine en exil. En clair, ce qui gêne le plus le régime chinois, c'est la simple présence en Inde du XIV^e dalai-lama, dont l'influence et le rayonnement n'ont cessé de croître tout au long d'un demi-siècle d'exil. En réaffirmant dernièrement, à la veille du voyage du leader tibétain en Arunachal Pradesh, qu'il était un « hôte honoré de l'Inde », le premier ministre Manmohan Singh a réitéré la position de ses prédécesseurs.

La montée en puissance militaire de la Chine

Au-delà des querelles de partis et des innombrables problèmes liés aux particularismes indiens, les politiciens ne

peuvent ignorer les avertissements répétés de leurs conseillers et stratèges. Ces derniers suivent avec attention la montée rapide de la puissance militaire chinoise en hommes et en matériels de plus en plus sophistiqués. L'importance stratégique de l'ouverture, en 2006, de la liaison ferroviaire Pékin-Lhassa ne leur a pas non plus échappé. Une ligne qu'il est question de prolonger vers le Népal, voire l'Inde, officiellement à des fins d'échanges commerciaux — ce qui n'exclut pas d'autres desseins peut-être moins pacifiques...

Le vieux rêve chinois d'accès aux mers tropicales est en cours de réalisation par le jeu d'alliances de circonstance. Après le Pakistan auquel Pékin a naguère fourni de la technologie nucléaire tout en s'assurant une base dans le port en eaux profondes de Gwadar, et le Népal désormais promu au rang de partenaire privilégié depuis la chute de la monarchie (4), le gouvernement chinois choie la junte birmane dont il est le principal fournisseur en armes et qu'il soutient fermement dans les instances internationales en échange de bases de radar dans les petites îles Coco. Plus récemment, Pékin a avancé ses pions jusqu'au Sri Lanka, par le biais d'un investissement d'un milliard de dollars dans la construction d'un centre logistique de transbordement maritime à Hambantota, dans le sud de l'île. En contrepartie, la diplomatie indienne appuie le gouvernement de Colombo dans sa lutte contre le « séparatisme » tamoul. New Delhi voit dans l'égrènement de ce « collier de perles » (qui comprend également des points d'ancrage dans les ports de Chittagong au Bangladesh et de Sittwe en Birmanie) une tentative à peine masquée d'encerclement visant à réduire sa zone d'influence dans la région...

Autres points de friction

Autre enjeu qui met en relief la complexité de ce qui se joue autour du Tibet : l'eau. Les discussions animées de Copenhague à propos du changement climatique n'ont peut-être pas permis d'accorder l'attention voulue à la dégradation environnementale du « toit du monde », que chercheurs et scientifiques sont nombreux à considérer comme le « troisième pôle » de la planète. Non seulement le Tibet représente la troisième masse glaciaire la plus importante du globe alors que le réchauffement y est plus rapide qu'ailleurs, mais il est aussi le château d'eau de l'Asie.

Toutes les rivières qui dévalent les flancs himalayens pour arroser et fertiliser les terres asiatiques naissent sur les hauts plateaux tibétains : la Sutlej, l'Indus, la Karnali (qui alimente le Gange), le Yarlung Tsangpo (qui devient le Brahmapoutre en Inde pour finir en Jamuna au Bangladesh), la Salouène, le Mékong, le Yangsté et le fleuve Jaune, sans oublier l'Irrawaddy qui reçoit le Tarong venu de plus haut. Les populations vivant le long de leurs berges et susceptibles de subir les conséquences d'éventuels aménagements de ces cours d'eau (barrages, réservoirs, lacs de retenue, usines hydrauliques, pollutions diverses) se trouvent éparpillées non seulement en Chine et en Inde, mais également au Bhoutan, au Bangladesh, en Birmanie, au Népal, au Cambodge, au Laos, en Thaïlande, au Pakistan et au Viêtnam. Déjà, l'inhabituelle sécheresse qui sévit actuellement sur le bassin du Mékong inquiète sérieusement les pays riverains, en dépit des protestations véhémentes des Chinois qui affirment n'y être pour rien.

Un bouleversement des fragiles équilibres écologiques des hauts plateaux tibétains pourrait avoir, par ricochet (déplacement de populations, sécheresse, mousson, déforestation, exploitation des ressources naturelles) des effets dévastateurs sur l'ensemble des populations de l'Inde et de la Chine. Et du Tibet bien évidemment. En s'emparant du territoire tibétain, la Chine s'est garanti un levier de pression quasi imparable sur tous les pays situés au piémont de l'Himalaya, accroissant d'autant sa puissance stratégique.

D'autres points de friction émaillent ce voisinage mal ajusté : des querelles de visas refusés à des fonctionnaires indiens d'Arunachal Pradesh ou du Cachemire au motif que ces territoires sont « disputés » ; la présence illégale en Inde de main-d'œuvre chinoise sur des chantiers attribués à des entreprises elles-mêmes chinoises ; le refus de Pékin de voir New Delhi siéger en tant que membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ; des alertes intempestives le long de la frontière himalayenne. Autant de prétextes qui alimentent la tension et les suspensions...

Quelle que soit la tournure des événements, le Tibet demeurera au cœur du différend sino-indien. Tant que cette question-là n'aura pas trouvé de solution satisfaisante pour les Tibétains de l'intérieur comme pour ceux de l'exil, et viable pour les deux puissances asiatiques directement liées à son sort, il ne saurait y avoir de véritable stabilité en Chine. Ni, en conséquence, de « réelle harmonie » dans les relations tumultueuses entre New

Delhi et Pékin. Ou, si l'on prend un peu de recul, entre les deux nations les plus peuplées du monde, qui totalisent à elles seules près de la moitié de l'humanité. L'autre moitié réussira-t-elle à échapper aux conséquences d'un nouveau conflit ouvert que d'aucuns s'aventurent jusqu'à prédire pour 2012, en vue du renouvellement de la direction du parti communiste chinois ? À l'occasion du 60^e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux capitales, Pékin a fait savoir début janvier à New Delhi, sur l'air de « je t'aime, moi non plus », que la presse chinoise avait reçu l'ordre d'atténuer ses critiques à l'égard de l'Inde et de cesser de publier des articles susceptibles de « nuire aux rapports entre les deux pays ».

Deux initiatives, quasiment passées inaperçues sauf dans les cercles directement intéressés, l'une à l'automne 2009 et l'autre au printemps 2010, laissent toutefois apparaître ce que l'on pourrait qualifier de « frémissement » sur la scène diplomatique. Plutôt discrètement, Londres et Moscou ont osé des suggestions soigneusement formulées, auxquelles Pékin n'a pas réagi aussi bruyamment qu'à l'accoutumée lorsque quiconque se « mêle des affaires intérieures chinoises ». À l'occasion de la visite d'une mission britannique officiellement invitée à se rendre au Tibet en septembre 2009, les parlementaires ont émis l'idée de transformer Lhassa — ou du moins ce qui reste de sa partie tibétaine — en une sorte de « Vatican de l'Asie » pour autant que le dalaï-lama se cantonne strictement à son rôle spirituel. Il aura fallu un article d'un hebdomadaire chinois, *Nam Feng Chang*, à la mi-avril 2010, pour avoir une réponse à tout le moins officieuse à cette proposition. Sous le titre « Le Tibet n'est pas le Vatican » et signé Zeng Biao, le texte n'a rien de surprenant ni de nouveau, sauf qu'il est révélateur d'une attention renouvelée à l'aspect politique de la question tibétaine.

Plus récente, la déclaration du 13 mai 2010 de Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe, n'hésite pas à exprimer publiquement l'intérêt de Moscou pour l'ouverture d'un dialogue entre le régime chinois et le dalaï-lama, allant même jusqu'à proposer ses services pour faciliter la rencontre. Inutile de se leurrer : ni Londres ni Moscou ne jouent la carte tibétaine pour les beaux yeux du dalaï-lama ou les intérêts du peuple tibétain, encore moins pour le respect de ses droits fondamentaux. Jusqu'à nouvel avis, ce regain d'attention de deux des anciens acteurs du Grand Jeu de l'époque coloniale peut simplement signifier que la stabilité si ardemment appelée de ses vœux par l'actuel régime

chinois passe forcément par une solution à l'amiable de la question tibétaine. Une question qui, décidément, commence à déranger de plus en plus l'ordre mondial souhaité par les grandes puissances, fussent-elles émergentes.

Selon les anciens calendriers qui ont toujours cours en Inde et en Chine, soixante ans, soit cinq fois douze ans, marquent traditionnellement la fin d'un cycle et l'annonce de nouvelles espérances. Dans la compétition entre « la plus grande démocratie du monde » et l'un des plus durs régimes autoritaires, à l'heure où les symboles jouent un rôle capital dans une lutte toujours recommencée pour la liberté, les Tibétains n'en finissent pas de rêver au respect de leurs droits. Si l'opinion internationale les entend parfois, il est sans doute temps qu'ils soient également entendus par ceux qui se sont arrogé la responsabilité du présent et de l'avenir de leur terre.

(1) « Le droit des peuples à l'autodétermination est un principe fondamental de la chartre des Nations unies. Il est également vrai que le principe de l'intégrité territoriale des États est inscrit dans des pactes de l'ONU. Lorsque ces deux principes se croisent, les parties concernées doivent négocier une solution, comme l'ont fait le Danemark et le Groenland. Plus spécifiquement, le droit à l'autodétermination peut revêtir différentes formes, allant de l'autonomie interne jusqu'à la pleine indépendance. » Tyge Lehmann, *Politiken*, 13 décembre 2009.

(2) Brahma Chellaney, « Chinese Checkers », 9 juillet 2009, in *DNA Read the World*.

(3) Le président Hu Jintao en Inde en 2006, Sonia Gandhi et son fils Rahul en Chine en 2007, Manmohan Singh à Pékin en 2008.

(4) Katmandou vient d'annoncer une substantielle aide militaire chinoise, qui comprendra notamment l'entraînement des Gourkhas, ces soldats qui ont autrefois fait la fierté de la Couronne britannique.